

Service environnement - Services vétérinaires  
22 Avenue Doyen Louis Weil  
38028 Grenoble Cedex 1

Grenoble, le 01/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ELEVAGE DU BUGEY**

Pascal ALLABOUVETTE  
Le Mas de Vandessine  
69330 Pusignan

Références : DDPP 38-2024 02736  
Code AIOT : 0053800596

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2024 dans l'établissement ELEVAGE DU BUGEY implanté ELEVAGE DU BUGEY le cros du Buis 38460 Vernas. L'inspection a été annoncée le 31/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ELEVAGE DU BUGEY
- ELEVAGE DU BUGEY le cros du Buis 38460 Vernas
- Code AIOT : 0053800596
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Vernas a été repris en 2015 par la SARL du Bugey. Le site est composé de quatre bâtiments d'engraissement en caillebotis. L'élevage est de type post-sevreur engraisseur, avec approvisionnement par une maternité collective située dans l'Ain. Les quatre bâtiments sont reliés entre eux par un couloir et fonctionne avec un système de « marche en avant » selon l'âge des animaux (absence de croisement des porcs de différents âges).

Le site dispose aussi d'une fabrique d'aliments. L'alimentation est entièrement en soupe, hormis pour le premier âge. L'élevage est exploité par deux personnes : M. Allabouvette, le gérant et M. Delnatte, désigné comme responsable d'élevage du site. Un technicien du groupe passe aussi régulièrement sur le site pour le suivi d'élevage.

L'établissement Élevage du Bugey est actuellement soumis au régime de l'autorisation. Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral n°2015 du 9 juillet 2015 pour l'élevage de 3952 animaux équivalents (1200 porcelets en post-sevrage et 3712 porcs en engraissement). L'élevage est soumis à la directive IED (rubrique 3660-b). L'élevage est aussi soumis à la directive dite « nitrates » (l'élevage se trouvant en zone vulnérable).

L'inspection a concerné l'ensemble des bâtiments d'élevage.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Risques accidentels élevage

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Mode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 09/07/2015, article 4.1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Demande d'action corrective	1 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie et affichage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	3 mois
7	Stockage et rétention	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Demande d'action corrective	1 mois
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2015, article 19	Demande d'action corrective	1 mois
9	Consommation en eau	Arrêté Préfectoral du 09/07/2015, article 22	Demande d'action corrective	1 mois
10	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 09/07/2015, article 23	Demande d'action corrective	3 mois
12	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 09/07/2015, article 11	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Capacité d'élevage	Arrêté Préfectoral du 09/07/2015, article 1	Sans objet
4	Accès véhicules à l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
6	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3	Sans objet
11	Déchets du site	Arrêté Préfectoral du 09/07/2015, article 37	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est bien suivie. Quelques faits contraires aux prescriptions applicables ont été relevés, auxquels l'exploitant est en capacité de remédier rapidement. Une attention particulière doit être portée aux abords du site et notamment là où sont positionnés les silos et le groupe électrogène.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Capacité d'élevage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2015, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  La capacité totale de l'élevage sera : de 3952 animaux équivalents (porcs charcutiers en engraissement) . 1200 places de porcelets en post sevrage (7 à 29kg) . et de 3712 places de porcs charcutiers en engraissement. La production annuelle sera de 10 000 porcs charcutiers de 105kg.
<b>Constats :</b>  <b>Conforme :</b> Le jour de l'inspection, l'élevage était composé de 4484 animaux dont : <ul style="list-style-type: none"><li>• 1193 porcelets (moins de 30 kg),</li><li>• 3291 porcs en engraissement (plus de 30 kg)</li></ul> soit 3529,6 animaux équivalents.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Mode d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2015, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications apportées sur le site
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  <b>Non conforme :</b> Des trackers photovoltaïques sont en cours d'installation sur le site. L'inspection n'a pas été informée de leur installation. L'électricité générée par les trackers sera directement utilisée pour les besoins du site uniquement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit informer l'inspection de toutes les évolutions ayant lieu sur le site. Dans le cadre de l'installation des trackers photovoltaïques, l'exploitant doit fournir à l'inspection les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• le nombre de trackers installés ;</li><li>• la surface concernée ;</li><li>• la parcelle concernée ;</li><li>• la puissance électrique totale générée (KWh crête) ;</li><li>• l'attestation de conformité de l'installation ;</li><li>• la documentation technique des trackers.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Recensement des risques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, risque incendie

**Prescription contrôlée :**

I.-L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes).

L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante.

L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.

L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.

II.-L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.

Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans ces parties d'installation, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'une consigne ou d'un document spécifique en application des dispositions prévues par les articles 14-1 et 14-2. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Le plan mentionné aux points I et II du présent article peut être le même document, rassemblant alors l'ensemble des informations demandées.

**Constats :**

**Non conforme :**

I. L'exploitant ne dispose pas de plan du site recensant la localisation et la quantité des matières combustibles ou dangereuses du site (gasoil, produits désinfectants, silos à grains). Les toitures du site, en fibrociment, ne sont pas identifiées. Les trackers photovoltaïques, en cours d'installations, ne sont pas installés sur les toitures des bâtiments d'élevage mais directement au sol à l'entrée du site. Les services de secours ne connaissent pas le site.

II. L'exploitant ne dispose pas de plan du site recensant les zones à risques. Le site détient une cuve de gasoil utilisé pour les tests mensuels du groupe électrogène, des produits désinfectants (produits corrosifs), des trackers photovoltaïques, des silos à grain, une machine de préparation de la soupe (zone ATEX), ....

L'interdiction d'apporter du feu dans ces zones n'est pas notifiée par des panneaux sur le site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit établir un plan de son site d'élevage recensant :

- les bâtiments d'élevage et leurs annexes,
- les silos,
- les trackers photovoltaïques,
- la toiture en fibrociment,

- le stockage de produits de nettoyage des bâtiments (et les quantités associées),
- les zones à risques (cuve de gasoil, produits inflammables, armoires électriques, ....).

Ce plan pourra être adressé au service de secours ou à défaut, être tenu à leur disposition à tout moment.

Des panneaux d'interdiction d'apporter du feu dans les zones à risques doivent être mis en place sur le site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 4 : Accès véhicules à l'installation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, risque incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

**Constats :**

**Conforme :**

L'installation dispose en permanence d'un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Le site est entièrement clôturé et dispose d'un portail (commande à distance ou digicode). Le site n'est pas surveillé la nuit.

En cas d'incendie, une alerte via un défaut de ventilation est donnée sur le téléphone d'astreinte.

Le code d'accès d'ouverture du portail est alors donné par téléphone au SDIS par la personne d'astreinte.

Les voitures en stationnement se garent à proximité du 1<sup>er</sup> bâtiment d'élevage, en dehors des voies de circulation et n'occasionnent pas de gêne d'accessibilité aux services de secours.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie et affichage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, risque incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un

implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : " Ne pas se servir sur flamme gaz " ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif " dioxyde de carbone " de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

#### **Constats :**

##### **Conforme :**

Il n'y a pas de poteaux incendie sur le site ou à proximité. Le site dispose d'une réserve incendie extérieure de 250 m<sup>3</sup> (bâche souple).

La protection incendie interne est assurée par 13 extincteurs. Une vérification des extincteurs du site a été effectuée le 9 février 2023. Aucune anomalie n'a été détectée. Les extincteurs sont adaptés aux risques (poudre / eau).

Les numéros d'urgence sont affichés à proximité du téléphone.

##### **Non conforme :**

Le contrôle 2024 des extincteurs n'a pas encore été effectué.

Un bouton d'arrêt général des installations électriques est localisé dans le local administratif, situé dans le bâtiment de fabrication de la soupe. Ce bouton d'arrêt est placé dans un des coffrets électriques. Il n'y a pas de bouton d'arrêt d'urgence du site identifié.

L'exploitant n'a pas mis en place de plan de son installation (cf. point de contrôle n°3 du présent rapport).

Les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation ne sont pas affichées.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection préconise la mise en place d'un bouton d'arrêt d'urgence conforme et clairement identifié à l'entrée du site, à distance des bâtiments d'élevage (vers le transformateur ou les trackers par exemple).

Les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accidents doivent être établies et affichées dans le local administratif.

L'exploitant doit adresser à l'inspection :

- le rapport de contrôle 2024 des extincteurs ;
- le document recensant les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistres ou d'accidents,
- une photo du bouton d'urgence mis en place avec sa localisation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 6 : Accès aux installations

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, risque incendie

**Prescription contrôlée :**

Accès aux installations.

L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées.

Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.

**Constats :**

**Conforme :**

Le site est entièrement clôturé et fermé par un portail. Un panneau interdit l'accès au site à toute personne étrangère au site d'élevage.

Le portail électrique s'ouvre soit par un digicode, soit à distance.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Stockage et rétention

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, risque incendie

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.

I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.



Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.

L'exploitant veille au bon état des rétentions.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

II. - Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient ;

- 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.

Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1er janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1er novembre 2022.

#### **Constats :**

##### **Non conforme :**

L'exploitant stocke des produits corrosifs nécessaires au nettoyage et à la désinfection des bâtiments d'élevage. Les bidons sont stockés sur des palettes bois sans dispositif de rétention.

##### **Conforme :**

Le gasoil, utilisé pour les tracteurs et les tests de groupe électrogène, est stocké dans une cuve double paroi.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les produits liquides inflammables et corrosifs doivent être stockés sur une rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient ;
- 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 8 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/07/2015, article 19

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérifications des installations électriques

##### **Prescription contrôlée :**

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations

classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 14, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

#### **Constats :**

##### **Conforme :**

Les installations électriques ont été vérifiées par un prestataire spécialisé le 19/01/2024. Deux observations ont été formulées dont une récurrente. Les réparations mineures sont directement faites par le responsable de l'élevage ou par un prestataire le cas échéant.

##### **Non conforme :**

Le site ne dispose pas d'un plan identifiant les zones à risque du site (cf. points de contrôle n°3 et 5 du présent rapport). Les réparations effectuées sur les installations électriques, faisant suite aux contrôles réglementaires, ne sont pas enregistrées.

Les fiches de données sécurités des produits utilisés ne sont pas présentes sur le site.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les réparations effectuées sur les installations électriques, faisant suite aux contrôles réglementaires, pourraient faire l'objet d'un suivi (date de l'intervention notamment).

Les fiches de données sécurité des produits utilisés doivent être présentes sur le site et connues du/des salarié(s) utilisant ces produits.

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Demande d'action corrective**

**Proposition de délais : 1 mois**

#### **N° 9 : Consommation en eau**

**Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2015, article 22**

**Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement annuel**

##### **Prescription contrôlée :**

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.

Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables.

Le prélèvement maximum journalier effectué dans le milieu naturel est d'environ 5 m<sup>3</sup>/j (soit environ 1800 m<sup>3</sup>/an).

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

**Constats :**

En 2023, la consommation en eau du site était de 9 100 m<sup>3</sup>. L'eau est utilisée pour l'abreuvement des animaux, le nettoyage des bâtiments, la préparation des soupes données aux cochons (2 à 3 pré-soupe/semaine nécessitant 10 à 11 m<sup>3</sup> par soupe et le système de rafraîchissement des bâtiments (« cooling »).

Sur 6 mois en 2023 (juin à décembre), le site a consommé en moyenne 33 m<sup>3</sup>/jour.

**Commentaire :**

La consommation en eau mentionnée dans l'arrêté préfectoral n'est pas adaptée aux besoins physiologiques des animaux et du fonctionnement du site. Ce point devra être modifié par arrêté préfectoral complémentaire par l'inspection.

Ce problème de cohérence de la prescription avait déjà été soulevé lors de la précédente inspection en juin 2021

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

De manière à définir une nouvelle limite de consommation en eau du site, l'exploitant pourra fournir un bilan de la consommation en eau actuelle qui tienne compte :

- - de l'eau utilisée pour l'abreuvement des cochons en fonction du nombre de cochons détenus sur le site,
- - des besoins physiologiques des animaux,
- - du nombre de soupes nécessaire à l'alimentation,
- - du refroidissement des bâtiments l'été

La modification fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 10 : Prélèvement d'eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/07/2015, article 23

**Thème(s) :** Risques chroniques, Consommation d'eau et relevés

**Prescription contrôlée :**

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.

**Constats :****Non conforme :**

La consommation d'eau est relevée de manière irrégulière. Le compteur a été relevé 5 fois en 2021, 4 fois en 2022, 3 fois en 2023. Pour 2024, le compteur a été relevé en février, avril et le 13 juin (le

jour de l'inspection).

D'avril à septembre-octobre, le site dispose d'un système de rafraîchissement de l'air ambiant des bâtiments d'élevage. Ce système dispose d'un compteur spécifique qui n'est jamais relevé.

Le site dispose de 2 forages dont un qui ne fonctionne plus.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La consommation globale en eau du site doit être relevée tous les mois. La consommation d'eau utilisée pour le rafraîchissement de l'air en été pourrait également faire l'objet d'un relevé mensuel (présence du compteur).

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Demande d'action corrective**

**Proposition de délais : 1 mois**

**N° 11 : Déchets du site**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/07/2015, article 37

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion des déchets vétérinaires

**Prescription contrôlée :**

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.

Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime.

Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015.

Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.

Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit

**Constats :**

**Conforme :**

Les déchets vétérinaires (aiguilles) sont stockés dans un bidon plastique prévu à cet effet. Ils sont récupérés par le vétérinaire directement. Les médicaments périmés sont également repris par le vétérinaire.

La zone d'équarrissage est située à l'entrée du site, à proximité du portail d'entrée. Une nouvelle zone est en cours d'aménagement de manière à ce que le transporteur du service d'équarrissage de pénétre plus sur le site.

Les bidons vides des produits désinfectants sont ramenés au siège de la société à Pusignan (69) avant d'être repris par des filières prévues à cet effet.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 12 : Propreté du site**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/07/2015, article 11

**Thème(s) :** Risques chroniques, Abords de l'exploitation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté

**Constats :**

**Non conforme :**

La zone de localisation des silos et du groupe électrogène, derrière un des bâtiments d'élevage, est sale. Le groupe électrogène est recouvert de poussière, ce qui peut occasionner des départs d'incendie. Le sol de cette zone est recouvert de 5 cm d'eau , notamment sous le groupe électrogène avec des traces d'huile et de gasoil.

Le sol de chargement des silos est recouvert d'un jus brun clair (jus de levure selon M. Delnatte) qui jonche le sol sur plusieurs m<sup>2</sup>.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Une attention particulière doit être portée pour que cette zone reste propre.

Le groupe électrogène doit être nettoyé car très poussiéreux. L'eau résiduelle stagnant dessous doit être évacuée. Des traces d'huile et de gasoil était également présentes sous le groupe électrogène. Une recherche de fuite doit être menée rapidement.

L'exploitant doit alerter les transporteurs sur le bon déroulement du chargement des silos afin d'éviter les écoulements à proximité des silos.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

